



# À L'ÉPREUVE DU TERRORISME

Les attentats qui ont ensanglantée la Tunisie en 2015 laissent un pays en plein marasme économique après la désaffection profonde des touristes. Et dans la hantise du retour de 5 500 djihadistes partis en Syrie.

PAR ANTOINE CHAMPAGNE ET JACQUES DUPLESSY

« On peut parler dans certains cas de laisser-faire. » Il aura fallu l'attentat de Sousse pour que le gouvernement déclare l'état d'urgence et destitue les imams jugés trop extrémistes.

Il est midi et demi le 18 mars 2015 lorsque retentissent les premiers coups de feu au musée du Bardo à Tunis. L'attaque terroriste durera plusieurs heures et fera vingt-quatre morts, dont les deux assaillants. Quatre Français ont perdu la vie. Cet attentat, le premier de cette ampleur, frappe le moteur économique de la Tunisie, le tourisme. Avec près de 500 000 emplois, soit 12 % de la population active, la manne touristique représente 7 % du PIB. Trois mois plus tard, le 26 juin, Seifeddine Rezgui abat trente-neuf personnes dans la station balnéaire de Port El-Kantaoui, près de Sousse. Les deux attaques, revendiquées par l'État islamique, sont l'œuvre d'une même cellule terroriste. Elles ne doivent rien au hasard, la stratégie était claire. Un des terroristes de la cellule du Bardo raconte aux enquêteurs : « *Mon chef m'a dit : "Certains vont aller en Syrie, mais nous avons, nous, un travail à accomplir en Tunisie pour frapper les intérêts économiques et les points sensibles des organismes de sécurité, ainsi que des personnalités politiques ou militaires. Nous travaillerons sur cette base, en vue de déstabiliser le régime actuel du pays et de créer la confusion dans le but de faciliter l'entrée des groupes armés sur les frontières ; par la suite, nous rétablirons le régime du califat islamique. Cela fait partie du grand projet qui a déjà commencé en Syrie.* » Mais l'attentat du Bardo n'est toutefois pas considéré comme un succès par son commanditaire. Un autre terroriste sous les verrous rapporte une conversation avec son chef : « *Il m'a dit que l'opération du musée du Bardo avait généré une empathie dans les autres pays vis-à-vis de la Tunisie, qu'elle n'avait donc pas atteint son objectif fondamental, qui était de terroriser les touristes. Il m'a affirmé la nécessité de perpétrer une nouvelle opération terroriste pour frapper le tourisme.* » Ce sera Sousse.

Ces deux attentats aux répercussions internationales immenses ont un effet désastreux : les réservations de séjours plongent. Après l'attentat du Bardo, le Syndicat national des agents de voyages annonçait une chute de 60 % des réservations en France. Le secteur souffrait déjà des effets de la révolution de 2011, qui avait chassé du pouvoir Zine ben Ali. Après le massacre de Sousse, la ministre du Tourisme, Selma Elloumi Rekik, évoque une perte d'au moins 450 millions d'euros pour le secteur. Le FMI estime pour sa part que les entrées de touristes ont baissé de 25 % en 2015. Le taux de croissance est en dessous de 1 % pour l'année 2016. Il était compris entre 4 et 5 % en 2010. Alors c'est toute la population qui oscille entre crainte et espoir. Quand on se promène dans les rues de Tunis, les

gens semblent loin de ces questions. À l'inverse de ce qu'on peut constater dans certains pays de la région, il n'est pas rare de voir des femmes dans les cafés ou les restaurants. Dans la rue cohabitent des femmes voilées et de jeunes femmes maquillées et habillées comme n'importe quelle Parisienne, se promenant main dans la main avec des garçons. L'insouciance de la jeunesse semble universelle. Même si Tunis est loin d'être à l'image d'une Tunisie globalement beaucoup plus traditionnelle.

## Les hésitations du gouvernement tunisien

L'origine de ces attentats s'explique non seulement par le contexte international, mais aussi par l'inaction du gouvernement tunisien. En dépit d'une très forte activité des salafistes après la révolution de 2011, le pays a tardé à reprendre en main les mosquées. Il aura fallu l'attentat de Sousse pour que le gouvernement décide la fermeture de près de quatre-vingts mosquées, déclare l'état d'urgence et destitue les imams jugés trop extrémistes. Un ancien membre du gouvernement qui souhaite rester anonyme revient sur la période post-révolutionnaire : « *Du jour au lendemain, le visage du pays a changé. Les Salafistes tenaient leur congrès. Abou Iyadh, qui a planifié l'attaque de l'ambassade américaine, était là, dans les rues de Tunis ; il a même pu s'enfuir alors que la mosquée Al-Fath dans laquelle il était réfugié était encerclée par les forces de l'ordre. Il y a une responsabilité morale et politique de Ennahdha, qui était au pouvoir. On peut même parler dans certains cas de laisser-faire puisque les services de renseignement américains avaient prévenu du danger qu'encourait Mohamed Brahmi* [Ndlr : un député de gauche tué le 25 juillet 2013] *quelques jours avant son assassinat.* »

Abou Ayadh, ancien proche de Ben Laden et fondateur du groupe Ansar al-Charia, est un vétéran du djihad. Il a été extradé en Tunisie après avoir été arrêté fuyant l'Afghanistan après l'intervention américaine. Libéré des geôles de Ben Ali en 2011, il reprend son combat. Il avait lancé l'appel pour l'attaque de l'ambassade américaine en septembre 2012 ; il est aussi soupçonné d'être impliqué dans les meurtres des deux opposants Chokri Belaid et Mohamed Brahmi. Encerclé dans la mosquée salafiste Al Fath à Tunis, il bénéficie visiblement de complicités pour s'échapper et parvient à fuir vers la Libye. Il y aurait été tué le 15 juin 2015 par une frappe américaine qui visait le leader d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), Mokhtar Belmokhtar.



Devant l'ambassade de France à Tunis, en mars 2015, deux jours après l'attentat du Bardo.  
© Fadel Senna/AFP



→ 5 500 djihadistes sur le retour

Bien que cette période faste des prédicateurs salafistes soit terminée, la menace terroriste ne s'est pas éloignée. Malgré ses 11 millions d'habitants, la Tunisie est depuis longtemps un vivier pour la mouvance salafiste djihadiste. Avec 240 000 jeunes diplômés au chômage, la jeunesse souffre, et certains cherchent dans l'islam radical des raisons d'espérer. « *Bien sûr on a gagné sur le plan de la liberté d'expression, mais les signes d'un État policier sont toujours là* », confie un Tunisien. « *Ici, on écoute tout le monde, par principe* », indique un membre des services de police.

Aujourd'hui le pays attend dans la crainte le retour de 5 500 djihadistes qui combattent dans les rangs de Daech. Huit cents d'entre eux sont déjà revenus. Plusieurs membres des forces de sécurité nous ont affirmé sous couvert d'anonymat leur crainte d'être submergés par cette vague de retour de combattants qui pourraient déstabiliser le pays en provoquant de nouveaux attentats. Pour le seul mois de décembre 2016, la garde nationale, une des deux unités compétentes en matière de terrorisme, affirme avoir démantelé 11 cellules terroristes qui ont conduit à l'ouverture de 99 informations judiciaires concernant 146 personnes. Environ 600 personnes sont emprisonnées pour terrorisme en Tunisie. L'État dit avoir empêché le départ de 18 000 jeunes vers la Syrie, un chiffre très inquiétant, qui révèle l'importance de l'emprise salafiste dans le pays et des réseaux de soutien potentiel à des cellules terroristes.

Aujourd'hui le pays attend dans la crainte le retour de 5 500 djihadistes qui combattent dans les rangs de Daech.

Par ailleurs, le débat politique dans le pays témoigne d'une absence de clarté dans le traitement du problème djihadiste. Le président Béji Caïd Essebsi a créé la polémique en affirmant que « *la Tunisie ne pouvait pas empêcher le retour des djihadistes, car c'est contraire à sa Constitution* », ajoutant que les autorités n'allaient pas tous les emprisonner, parce que, « *si nous le faisons, nous n'aurons pas assez de prisons* ». Devant le tollé, il a ensuite précisé que les terroristes devaient être traduits en justice.

En octobre 2016, c'est Rached Ghannouchi, le président du parti Ennahda, qui a lâché que l'État islamique « *est l'incarnation de l'islam en colère* » ajoutant à propos de ses membres : « *On peut leur dire qu'ils sont injustes, qu'ils sont dans l'erreur, qu'ils sont extrémistes, qu'ils sont radicaux, mais on ne peut pas leur dire que ce sont des mécréants.* » Autant de déclarations qui font craindre à nombreux citoyens une indulgence vis-à-vis des djihadistes de retour

au pays. En outre, les enquêtes sur l'attentat du Bardo ou l'assassinat de la figure de gauche Chokri Belaïd, traitées par le même juge d'instruction, Béchir Akremi, semblent montrer une certaine indulgence vis-à-vis des terroristes. Neuf personnes ont été libérées par le juge : certaines car leur implication ne semblait pas évidente et d'autres parce qu'elles se sont rétractées, déclarant avoir signé des aveux dictés par les policiers sous la torture. Or, les médecins qui les ont examinées ne sont pas formels sur l'usage de la torture. Mieux, les auditions de certains des suspects ont purement et simplement disparu de la procédure transmise à la justice française.

Signaux contradictoires

La Tunisie envoie des signaux contradictoires. D'un côté, elle cherche à normaliser ses relations avec ses partenaires étrangers, notamment pour rassurer les touristes. De l'autre, Tunis semble traîner des pieds dans la coopération judiciaire internationale après les attentats. Même si la juge française chargée du dossier de l'attentat du Bardo s'en défend, la coopération entre les deux pays est difficile. Les notes de la sous-direction antiterroriste de la Direction centrale de la police judiciaire française que nous avons pu consulter en témoignent. Les policiers, accompagnés de fonctionnaires de la DGSI, se rendent à Tunis le 21 mars 2015, soit trois jours après l'attentat, et visitent le Bardo. « *Le magistrat [Ndlr: le juge Béchir Akremi] nous autorisait une rapide visite des lieux, mais exigeait que l'on demande son accord préalable avant de prendre des photos* », indiquent en préambule les policiers français. S'ils peuvent réaliser des clichés sur le parking, il n'en va pas de même à l'intérieur : « *À ce stade, il nous était confirmé l'interdiction formelle de prendre des clichés photographiques.* » Et le juge tunisien va plus loin : « *Monsieur Béchir mettait alors fin à la visite, sans avoir à aucun moment précisé à quel endroit avaient été retrouvés les corps des victimes françaises.* »

Derrière ces tergiversations des autorités tunisiennes, c'est le parti islamiste Ennahda qui est mis en cause. « *S'il ne peut être prouvé qu'il a soutenu directement les attentats, le parti Ennahdha a facilité et a apporté une caution implicite aux actions des salafistes dans le pays* », poursuit le membre du gouvernement déjà cité. Le parti islamique participe toujours activement au pouvoir. En remportant la deuxième place lors des dernières élections législatives de 2014, derrière le parti Nidaa Tounes, qui a imploré après le scrutin, il est devenu la première force au Parlement et dispose aujourd'hui de deux ministres ainsi que d'un secrétaire d'État au sein du gouvernement. Mais comme il n'y a pas de majorité, gouverner est un casse-tête permanent. Et la population fait les frais des petits jeux politiques qui retardent la mise en œuvre des lois nécessaires à la relance de l'économie du pays. La dette de l'État devrait atteindre 70 % du PIB en 2017. Le poids des salaires du secteur public dans le PIB en Tunisie est l'un des plus élevés au monde, selon le FMI. L'influence du pouvoir en place peut être évaluée par cet indicateur. →



**Grande marche** contre le terrorisme et les extrémistes après l'attentat revendiqué par le groupe djihadiste État islamique au musée du Bardo, en 2015. © Fethi Belaid/AFP.

**Souvenirs.** Des fleurs sont déposées par les touristes sur la plage, en hommage aux victimes de l'attentat dans la station balnéaire de Port El-Kantaoui près de Sousse. © Fethi Belaid/AFP





→ Toutefois, les Tunisiens ne sont pas dupes. « *Les institutions sont fragiles, le point faible étant la justice car l'impunité perdure* », indique Mondher Cherni, secrétaire général de l'Organisation tunisienne de lutte contre la torture.

### L'inquiétant voisin libyen

À ce terreau local islamiste s'ajoute un inquiétant voisin, la Libye, qui joue un rôle important de base arrière dans la préparation des attentats. Profitant du chaos qui règne dans le pays, des camps d'entraînement se sont installés. Des terroristes interpellés en Tunisie ont raconté leur formation : sport, manie- ment des armes, initiation au combat, cours informa- tique, notamment pour chiffrer les échanges, ou encore formation aux procédures de sécurité, y compris sur le comportement à adopter en cas d'arres- tation. Le 19 février 2016, un centre d'entraînement a été détruit près de Sabratha, à 70 kilomètres de Tripoli, par un raid de l'aviation américaine. Le dossier d'instruction sur l'attentat du Bardo montre combien les allers-retours entre la Tunisie et la Libye sont aisés et ont été décisifs dans la préparation de l'attaque.

Face à cette menace, la Tunisie a entrepris à la fron- tière lybienne la construction d'un fossé, qui a été achevée en février 2016. Ce système d'obstacles, qui s'étend sur 200 kilomètres, comprend des murs de sable et des tranchées remplies d'eau. Des sys- tèmes de détection électronique fournis par les États- Unis et l'Allemagne sont en cours d'installation. La Tunisie estime désormais que la frontière entre les deux pays n'est plus poreuse. Sauf que ce fossé couvre 200 kilomètres sur les 460 que compte la frontière entre les deux pays...

Le dossier d'instruction sur l'attentat du Bardo montre combien les allers-retours entre la Tunisie et la Libye ont été décisifs dans la préparation de l'attaque.

La Tunisie a mis en place une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme en novembre 2016. Un plan tardif qui reste très flou. Il s'articule autour de quatre axes : « *la prévention, la protection, les poursuites judiciaires et la riposte* ». Difficile de savoir ce qu'il y a de concret derrière ces mots. Les États-Unis et la France collaborent avec la Tunisie en matière de renseignement. La France a aussi promis des forma- tions, notamment avec le Raid et le GIGN. Un entraînement qui sera loin d'être inutile. L'enquête sur l'attentat du Bardo a mis en lumière que le seul policier armé en faction n'a pas riposté lorsque les terroristes ont pénétré dans l'enceinte du Parlement, qui englobe le musée. Il raconte avoir été pris de panique à la vue des armes et avoir quitté son poste. « *J'ai vu les deux individus foncer sur l'entrée du Parlement, témoigne le policier. Ils ne m'ont pas vu car j'étais caché par un arbre. J'ai prévenu la salle des opérations par radio. J'ai vu les deux terroristes ouvrir le feu sur les touristes près des bus puis entrer dans le musée. J'ai eu peur car je n'avais qu'un pistolet équipé de cinq balles et je n'avais jamais assisté à une scène pareille. J'ai rejoint mes collègues, qui n'étaient pas armés.* » Le policier précisera n'avoir reçu aucune formation au cours des cinq années précédentes et que l'un des autres gardes en fac- tion ce jour-là s'est évanoui lors de l'attaque... De

**Pour éviter les allers-retours,** un fossé rempli d'eau, mais qui ne couvre qu'une partie de la frontière entre la Libye et la Tunisie.  
© Fethi Belaïd/AFP





En octobre 2016, le paquebot Europa a accosté au port de la Goulette, marquant ainsi le timide retour des bateaux de croisière en Tunisie.  
© Fethi Belaïd / AFP

leur côté, les responsables de complexes touristiques ont mis en place des mesures de protection. Des caméras de surveillance ont été installées, des vigiles et des policiers patrouillent, des barrières ont été installées sur les plages ou autour des hôtels. Dans la plupart des hôtels tunisiens, les hôtes sont invités à passer sous un portique détecteur de métaux et leurs sacs sont passés aux rayons X.

## L'effondrement du tourisme

Tout cela suffira-t-il à rassurer les touristes ? Point positif, aucun attentat à leur encontre n'est à déplorer depuis juin 2015. Mais cela ne suffit pas à restaurer la confiance. « C'est depuis la révolution que la destination a disparu des radars, et les attentats ont amplifié le phénomène, analyse Raouf Ben Slimane, président de Thalasso n° 1 et Ôvoyages, deux tour-opérateurs français leaders sur le bassin méditerranéen. De 1,4 million de touristes, on est passé à moins de 400 000 l'année dernière. Ceux qui retournent en Tunisie aujourd'hui, c'est uniquement à cause des prix cassés. Nous proposons deux destinations, Monastir et Djerba, avec des hôtels 4 et 5 étoiles. Vu la dégradation de la qualité depuis la révolution, nous nous sommes concentrés sur les hôtels de luxe. Aujourd'hui, pour un forfait tout-compris, on est à 400 € la semaine. » D'autres agences proposent même un prix imbattable de 200 € !

« À ce prix-là, on perd de l'argent sur la destination, reconnaît Raouf Ben Slimane. Mais c'est un pari sur l'avenir. » Le chef d'entreprise a une analyse « très nuancée » : « On part de tellement bas qu'on ne peut qu'être optimiste. La sécurité s'est améliorée dans

les sites touristiques, mais le risque zéro n'existe pas. » Signe encourageant, les croisiéristes ont commencé à revenir en Tunisie depuis octobre. Mais pas les opérateurs français. Wahida Jaiet, la directrice de l'office du tourisme tunisien en France, se veut pourtant positive : « Depuis octobre, les Français reviennent en Tunisie. Il y a un intérêt progressif pour notre pays. Le nombre total de touristes a augmenté de 30 % en janvier 2017 par rapport à janvier de l'année dernière. Mais on part de loin et il faut du temps pour retrouver la confiance. » « Chaque début d'année, on nous vend la renaissance du tourisme en Tunisie, analyse une journaliste spécialisée du secteur. Et rien. »

Globalement, en 2016, les chiffres sont trompeurs. Si le nombre de touristes a progressé de 3,4 % entre janvier et fin octobre par rapport à la période correspondante de 2015, il a baissé de 24,1 % par rapport à celle de 2014. Au cours des dix premiers mois de l'année dernière, les recettes du tourisme ont baissé de 7,1 %. Et par rapport à la période correspondante de 2014, la chute atteint 36,2 %. En outre, sur les 5,8 millions de touristes, 1,5 million étaient de nationalité algérienne et un million de nationalités libyenne.

Raouf Ben Slimane tacle le ministère du Tourisme tunisien : « S'ils désirent que les touristes reviennent, il faut que le gouvernement se donne les moyens. Vous voyez une campagne institutionnelle pour promouvoir le tourisme dans le pays ? Il n'y a rien en ce moment ! L'office du tourisme participe seulement aux campagnes de promotion de plusieurs tour-opérateurs. Et on voit qu'il y a une ambiguïté politique : parmi les islamistes au pouvoir, certains ne veulent pas du retour des touristes. » ■